

## Introduction

Dès l'obtention de son indépendance en 1956, la Tunisie a adopté une politique de promotion sociale basée essentiellement sur les trois piliers suivants<sup>4</sup> :

- L'accès gratuit à l'éducation pour tous les enfants et dans toutes les délégations du pays. Il en est résulté un accroissement du nombre moyen d'années d'étude de la population âgée de plus de 15 ans, qui est passé de 0,78 année en 1955 à 0,92 année en 1960, pour atteindre 7,48 années en 2010<sup>5</sup> ;
- L'adoption d'une politique antinataliste visant à limiter les naissances et réduire le taux de croissance de la population et de la fécondité, permettant ainsi de limiter la taille du ménage ;
- L'émancipation de la femme et la promulgation du Code du Statut Personnel lui permettant de participer à l'effort de développement, d'augmenter le revenu du ménage et de réduire la pauvreté.

La stratégie économique a également contribué à la baisse de la pauvreté. Elle a consisté en la combinaison d'une politique industrielle basée sur les industries légères (textile et habillement) et les services tournés vers l'exportation (tourisme) intensifs en main-d'œuvre, couplée à une politique de subvention des biens et des services de base. Ainsi, la Tunisie a accordé des soins médicaux gratuits à la majorité des plus démunis, des subventions aux produits de première nécessité (via la Caisse Générale de Compensation), a mis en place des programmes de transferts directs tels que le Programme National d'Aide aux Familles Nécessiteuses et des programmes de transferts indirects par le biais de la tarification progressive de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité<sup>6</sup>. Ces politiques ont permis d'augmenter le pouvoir d'achat des pauvres et d'améliorer leurs conditions de vie.

Cependant, cet effort a été insuffisant pour éradiquer la pauvreté et les déséquilibres demeurent toujours patents entre les régions. Les mesures politiques ont favorisé la compétitivité industrielle et l'ouverture commerciale, ce qui a accentué les inégalités spatiales et engendré des flux migratoires vers les villes les plus dynamiques. Le poids de plus en plus écrasant de ces villes a entravé le développement naturel des villes moyennes, en particulier celles de l'intérieur.

Dans le contexte actuel où les ressources budgétaires sont limitées, les dépenses de subventions se doivent d'être rationalisées en les dirigeant plus efficacement vers les populations défavorisées. Le ciblage des zones les plus démunies aidera à réduire les inégalités et par la suite favorisera le développement économique et social de la Tunisie.

Dans ce cadre, la carte de la pauvreté réalisée permet de sensibiliser les pouvoirs publics aux enjeux de la pauvreté au niveau des territoires, de mieux identifier les zones les plus vulnérables et, plus largement, d'informer les politiques sociales, notamment la réforme du système des subventions, et le ciblage des pauvres qui sont une priorité pour assurer l'équilibre socioéconomique et garantir une meilleure allocation des ressources publiques.

## Méthodologie et enjeux

Les estimations décrites dans le présent rapport suivent la méthode d'estimation appliquée sur des petites zones géographiques (SAE) développée par Elbers et al. (2003). Cette méthode est considérée comme l'approche privilégiée lorsque l'enquête et le recensement sont disponibles au niveau individuel. Elle impute les dépenses de

<sup>4</sup> Ghazi Boulila, Chaker Gabssi and Mohamed Trabelsi (2009) : Regional pro-poor growth and convergence in Tunisia : ERF working papers series Nr. 505 , <http://erf.org.eg/wp-content/uploads/2014/08/505.pdf>

<sup>5</sup> Base de données de Barro R. & J.W. Lee ; <http://www.barrolee.com/data/yrsch.htm>

<sup>6</sup> Ayadi M., Boulila G. et Lahouel M. (2005) : Pro-Poor Growth in Tunisia : Banque mondiale 2005, Pro-Poor Growth in the 1990s. Lessons and Insights from 14 countries (avec Ayadi M., Lahouel M. et Montigny P.). <http://siteresources.worldbank.org/INTTUNISIAINRENCH/Resources/Tunisia-case-study-FR.pdf> et cité dans [http://www.sarpn.org.za/documents/d0001592/World\\_Dev\\_Report\\_2006\\_references.pdf](http://www.sarpn.org.za/documents/d0001592/World_Dev_Report_2006_references.pdf)